

Intersyndicale : se confronter ou accompagner ?

jeudi 28 octobre 2010, par [DEMARCQ Sandra](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2010).

L'un des éléments marquants du mouvement actuel, inédit, contre la réforme des retraites est l'unité syndicale qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Cette unité des directions syndicales est perçue par une large frange des salariés, de la population, comme un atout, un point d'appui pour le mouvement. Le calendrier des grèves et manifestations n'est pas vu comme des « journées saute-mouton » sans perspectives, comme cela a été le cas ces dernières années, mais au contraire et jusqu'à maintenant comme des journées permettant de mobiliser, de faire le plein dans les différents secteurs. L'intersyndicale apparaît donc au plus grand nombre comme une opposition au gouvernement et à Sarkozy.

La pérennité de cette unité s'explique avant tout par le fait que le gouvernement demeure inflexible sur le cœur de sa réforme (le report à 62 ans de l'âge légal du départ et à 67 ans pour un départ sans décote) et ne donne ainsi rien à négocier aux directions syndicales les plus ouvertes au dialogue social. Mais elle s'explique aussi par la profondeur des mobilisations, du mécontentement mettant en difficulté celle qui lâcherait le mouvement dans les mois qui viennent. Elle permet aussi à certaines directions, en particulier à la CFDT, de se refaire une santé sociale après avoir donné son aval à la réforme des retraites en 2003.

Mais cette unité n'empêche pas les divergences de fond et de stratégie d'action entre les huit. Sur le fond, l'intersyndicale dans son ensemble ne réclame pas le retrait du projet de loi mais seulement des nouvelles négociations pour pouvoir amender la réforme. Seuls la FSU et Solidaires revendiquent clairement le retrait de la loi.

De plus, la stratégie d'action de l'intersyndicale est une véritable faiblesse pour le mouvement. En effet, même si le calendrier choisi a permis de faire le plein dans les manifestations, il ne correspond pas à ce qu'il était nécessaire de mettre en œuvre pour construire une mobilisation d'ampleur, par la grève reconductible au moment même où cette question était posée dans de nombreux secteurs. Il en a été notamment ainsi au lendemain de la grande journée de mobilisation du 23 septembre.

Enfin, décider après le succès du 7 septembre d'une nouvelle journée après le vote à l'Assemblée nationale, et refaire la même chose au moment du vote au Sénat, c'est donner un message clair au gouvernement : on ne vous empêchera pas de voter votre loi !

Alors si les directions syndicales organisent, accompagnent la mobilisation en planifiant des journées d'action, elles refusent, pour une majorité d'entre elles, d'aller à la confrontation sociale majeure avec ce gouvernement, de généraliser le mouvement et ont même ces derniers jours des réactions frileuses lorsque les salariés les plus combatifs comme ceux des raffineries sont attaqués, quand le droit de grève est remis en cause.

On le voit encore à travers ce mouvement, les directions syndicales n'ont pas choisi clairement la confrontation pour maintenir un acquis social aussi important que celui des retraites. Mais est-ce bien étonnant ?

Sandra Demarcq

** Publié dans : Hebdo TOUT est à nous ! 75 (28/10/10).*

LA LOI SUR LA « RÉFORME » DES RETRAITES VOTÉE, LE MOUVEMENT SOCIAL CONTINUE.

COMMUNIQUÉ DU NPA

Le vote par le Sénat puis par l'Assemblée nationale n'y changera rien. Votée contre l'avis de millions de manifestants et celui d'une large majorité de la population, comme l'ont montré de nombreux sondages, cette loi est illégitime. Elle est destinée à faire payer la facture de la crise aux salariés et ne règle rien sur le fond puisqu'un amendement voté par les sénateurs, et maintenu dans le texte final, contient en germe un autre système de retraite que le système actuel, autre système qui devrait être débattu en 2013.

C'est donc d'une belle arnaque gouvernementale dont il s'agit mais qui a reçu du mouvement social la réponse qu'il méritait à travers les millions de manifestants et les grèves, ponctuelles ou reconduites, depuis le 7 septembre.

Le gouvernement a répondu par une campagne d'intox, de mensonges et les provocations policières à l'égard des jeunes, des manifestants, comme il l'avait fait en 2006 avec des policiers en civils couverts de badges syndicaux dans les manifestations contre le CPE.

Les Woerth, Baroin, Borloo, et autres ministres du gouvernement Fillon peuvent bien sommer les grévistes et les manifestants d'arrêter de s'opposer, le mouvement social continue et continuera contre cette loi de régression sociale.

Il n'y a pas d'arrangement possible avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, avec le MEDEF car ce qui est en jeu ce sont des droits fondamentaux conquis par les luttes passées des travailleurs.

La retraite à 60 ans, à taux plein, c'est possible, avec une autre répartition des richesses qui donne la priorité aux salariés et non pas aux actionnaires.

Aussi, le NPA maintient ses exigences : retrait, abrogation de cette loi, et soutient les grèves, les blocages, les manifestations en cours.

Le 28 octobre, l'intersyndicale appelle à des manifestations dans tout le pays. Le NPA sera présent à ces manifestations.

Le 27 octobre 2010.

DE CETTE SOCIÉTÉ LÀ, ON N'EN VEUT PAS !

COMMUNIQUÉ DU NPA

« La mobilisation qui se généralise contre Sarkozy ne porte pas seulement sur les retraites, mais sur l'ensemble de son bilan. Et au delà du bilan de Sarkozy, ce sont les conséquences de la mondialisation libérale et la crise qui s'en est suivi, qui sont remises en cause par ceux qui en souffrent : le chômage, les inégalités, la destruction des services publics, la misère...

Le NPA n'oublie pas que ce bilan n'est pas seulement catastrophique sur le plan social, sur le plan des droits humains, des libertés et de la démocratie, il est aussi catastrophique du point de vue de la crise écologique.

Le Grenelle de l'environnement s'est révélé finalement n'être qu'une manœuvre politique de récupération, qui n'a trompé que ceux qui ont accepté de faire un bout de chemin avec Sarkozy et Borloo.

Sous la houlette du gouvernement, la politique énergétique de la France se réduit à la recherche du profit maximum pour les grandes entreprises de l'énergie privatisées, qui contribuent au réchauffement climatique aussi bien qu'à la prolifération nucléaire tout en exploitant sans pitié leurs salariés : EDF, Gaz de France, AREVA, TOTAL

Le soutien des institutions européennes et plus ou moins ouvertement des gouvernements au développement de la culture des OGM contre la volonté de la grande majorité de la population, comme l'application coordonnée de réformes sur les retraites contre la volonté du plus grand nombre, démontre à l'évidence au service de quels intérêts ils se sont placés.

La seule issue qu'ils proposent à leur propre crise, c'est une croissance économique bien aléatoire et qui de toute façon, est destructrice de l'environnement, comme des emplois et aggrave sans cesse les inégalités sociales.

C'est pourquoi la réforme des retraites est une aberration. Face à la crise sociale et écologique de notre époque, l'heure n'est pas à travailler plus pour produire plus mais à travailler moins pour travailler tous. Travailler tous à la production de biens et de services socialement utiles et compatible avec les ressources limitées de la planète. L'heure n'est pas à la mise en place de systèmes individuels de protection sociale et de retraites qui pousse chacun à travailler plus pour s'assurer un avenir, mais aux renforcements des structures de mutualisation qui nous protègent collectivement.

Notre refus d'accepter la crise écologique comme une fatalité est une raison de plus, une raison tout aussi fondamentale de vouloir en finir avec ce système injuste et condamné. Cette société là on n'en veut pas !

En ces temps de lutte, l'espoir d'un changement radical de société sur le plan écologique comme sur tous les autres plans est porté par tous ceux, jeunes, vieux, travailleurs du public comme du privé, qui rejettent l'obéissance aveugle aux exigences du capital et cherchent ensemble à inverser le rapport de force pour enfin enrayer la dégradation continue de nos conditions d'existence. »

Le 26 octobre 2010.
